

JEAN-BAPTISTE
FREZZOZ

FABIEN
LOCHER

LES RÉVOLTES DU CIEL

Une histoire du changement climatique
xv^e-xx^e siècle

L'UNIVERS **UH** HISTORIQUE
SEUIL



LES RÉVOLTES DU CIEL

*JEAN-BAPTISTE FRESSOZ
FABIEN LOCHER*

LES RÉVOLTES DU CIEL

Une histoire du changement climatique
(XV^e-XX^e siècle)

OUVRAGE PUBLIÉ AVEC LE CONCOURS
DU CENTRE NATIONAL DU LIVRE

ÉDITIONS DU SEUIL
57 rue Gaston-Tessier, Paris XIX^e

Ce livre est publié dans la collection
L'UNIVERS HISTORIQUE
fondée par Jacques Julliard et Michel Winock
et dirigée par Patrick Boucheron.

COUVERTURE : Marta Zafra, *Felipe IV a caballo*, d'après Velázquez.
Peinture réalisée dans le cadre de la campagne « + 1,5 °C,
ça change tout » pour mettre en garde contre l'élévation
du niveau de la mer, 2019 © WWF Espagne/Musée du Prado

ISBN 978-2-02-146693-5

© Éditions du Seuil, octobre 2020

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

À Cecilia, Leonor et Esteban
À Faustine, Arsène et Hadrien

INTRODUCTION

Dix thèses historiques sur le changement climatique

Londres, château de Whitehall, février 1662. Le roi Charles II d'Angleterre a convoqué ses plus proches conseillers. Devant lui, un homme s'avance, s'incline et prête allégeance. Il porte un poids immense : tout son monde se joue dans cette audience royale. John Winthrop est le gouverneur de la colonie du Connecticut : le titre en impose, mais pour qui parle-t-il ? Pour quelques milliers d'hommes, de femmes, d'enfants. Un peuple sans droits : sans charte royale, pas d'existence légale. Winthrop vient chercher cette reconnaissance.

Le roi, lui, a des projets pour l'Amérique. Il désire mieux connaître, mieux administrer ces terres aux confins de son royaume. Robert Boyle le seconde dans cette tâche. C'est l'un des grands savants de son temps : le père de la physique expérimentale. Il veut mettre les sciences neuves au service de l'Angleterre et de l'Empire. En 1662, il assiste à la scène.

Charles II écoute Winthrop, puis l'interroge à son tour : il le questionne sur la température qui règne dans les colonies. Boyle le racontera : Winthrop saisit l'occasion et annonce qu'elle a changé, que les froids ont reflué avec la colonisation. Il dit, là, devant son roi, trois choses indissociables : que l'Angleterre est souveraine de ces terres ; que les colons, vertueux et opiniâtres, ont su mettre la nature au travail ; que la Providence divine sanctifie l'entreprise impériale. Ici, le changement climatique est un optimisme.

Le Connecticut aura sa charte. Winthrop intègre la Royal Society, ce saint des saints des sciences modernes dont Boyle est l'architecte. On y débat du Nouveau Monde, de la nature de la matière, du Globe, du monde animal. D'empire, de profit et de raison. Mais l'inquiétude assombrit déjà les espoirs de la conquête. De la Barbade, un voyageur prévient les savants londoniens : si l'on coupe les arbres, la colonisation pourrait, au lieu d'adoucir le climat, l'assécher jusqu'au désert.

Cela ne menace-t-il pas aussi l'Angleterre ? Une pensée du global donne sens à ces inquiétudes. Dans le grand cycle providentiel de l'eau, les arbres intercèdent entre nuages, fleuves et océans : leur perte pourrait signifier un ciel désespérément sec. Conquérir la Terre et perdre le ciel : la transformation de la nature prend un arrière-goût d'angoisse.

*

La première thèse de ce livre a une forme d'évidence : les sociétés européennes n'ont pas traversé des siècles de soubresauts climatiques ni vécu le petit âge glaciaire¹ sans se préoccuper de l'évolution du climat. Au contraire. De l'aube de l'époque moderne au début du xx^e siècle, une foule compacte de savants, d'hommes d'État, de colons, d'historiens, d'agriculteurs, d'ingénieurs a débattu sans relâche du changement climatique, à la fois pour s'en réjouir et s'en inquiéter. S'ils utilisent peu le mot « climat² », tous évoquent des phénomènes que l'on qualifierait aujourd'hui de climatiques : des pluies tarries, des vents changés, des froids et des chauds jusque-là inconnus. Ils s'interrogent : ces transformations sont-elles spontanées, ou bien – comme ils le pensent souvent – des effets de l'action humaine ?

Car c'est notre seconde thèse : la conviction en un *agir* climatique *humain* a marqué profondément, sur le long terme, les sociétés européennes. Les hommes du passé ont longtemps pensé qu'ils pouvaient changer les pluies, la chaleur et les vents. Rien à voir cependant avec le réchauffement contemporain. Ils ne se préoccupaient ni de CO₂ ni d'effet de serre : ils pensaient en revanche que déboiser, transformer le sol et le couvert végétal de la planète, modifierait le cycle de l'eau et donc le climat.

D'innombrables documents historiques nous parlent de ce pouvoir, de ses promesses et de ses dangers. Il est invoqué, partout où l'histoire marche à grands pas : par les premiers conquistadors, par les impérialistes du xix^e siècle, par les révolutionnaires français ou américains de la fin du xviii^e.

Nous avons voulu écouter ces voix pleines d'espoir et d'inquiétude. Non pas pour y chercher « l'origine » de notre souci climatique actuel³, mais pour écrire l'histoire d'une « réflexivité » – d'une façon de penser le rapport à l'environnement – qui a profondément marqué, pendant plus de quatre siècles, les sociétés européennes⁴.

Cette empreinte profonde est à la mesure de ce que représentait alors le climat. Son importance était cruciale pour les sociétés agraires du passé. D'abord, parce que la menace d'une mauvaise saison pesait constamment sur les récoltes et la capacité à s'alimenter. Le spectre de la disette et de l'émeute faisait du climat une question politique inflammable, qui déstabilisait – et parfois renversait – les régimes politiques. Ensuite, parce que le climat n'était pas seulement affaire de grains : longtemps il a aussi été perçu comme la matrice fondamentale de la nature, comme ce qui façonne tous les êtres, humains compris, et décide de leur forme, de leur santé, de leur caractère⁵. Agir sur le climat, c'était donc la perspective vertigineuse de fabriquer de nouveaux hommes, de nouveaux peuples.

Cet agir climatique passait surtout par la modification du couvert forestier. Or les forêts jouaient un rôle central dans les sociétés. Le bois a été longtemps la première source d'énergie et un matériau irremplaçable pour la marine, le transport, la construction, l'outillage et bien d'autres choses encore. Les forêts représentaient à la fois des capitaux immenses, des lieux de vie et des moyens de subsistance ; elles occupaient une place cardinale dans les imaginaires et les sensibilités. Les arbres projetaient une énorme charge politique sur le changement climatique.

La troisième thèse de ce livre est que le changement anthropique des climats a été, sur la longue durée, un cadre de pensée et d'action au service de l'expansion impériale européenne. Dès la « découverte » de l'Amérique, l'idée s'impose que la colonisation est aussi une normalisation climatique, une manière d'améliorer le climat du continent par le défrichage et la mise en culture. C'est une promesse pour les colons, et un discours de domination : une façon de dire que les Indiens n'ont jamais vraiment possédé le Nouveau Monde. Au XVIII^e siècle, l'agir climatique sert à hiérarchiser les sociétés et leurs trajectoires historiques : peuples amérindiens restés dans l'enfance d'un climat sauvage, peuples européens producteurs du doux climat de leur continent, peuples orientaux destructeurs. Le Maghreb, l'Inde et plus tard l'Afrique noire : aux XIX^e et XX^e siècles, les Empires français et britanniques s'édifient en accusant le Noir et l'Arabe, l'islam, le nomadisme et la mentalité primitive, d'avoir dégradé les climats⁶. La colonisation se pense et se donne à voir comme une entreprise de restauration de la Nature. L'homme blanc doit réparer les pluies, adoucir les saisons, faire reculer le désert – et pour cela commander aux

indigènes. La thèse du changement anthropique, délaissée à la fin du XIX^e siècle en Europe, triomphe plus longtemps dans les empires, là où, quatre siècles plus tôt, elle avait pris racine.

Notre quatrième thèse est que la science s'est emparée, de très longue date, de la question des changements climatiques. Dès l'époque de Boyle et Winthrop, les instruments météorologiques commencent à être utilisés pour saisir de possibles transformations anthropiques du climat. La physiologie des plantes s'invente en lien avec la question des perturbations du cycle de l'eau. L'étude du changement climatique se systématisait dès la fin du XVIII^e siècle : les savants analysent les vieux registres météorologiques, compulsent les sources historiques, étudient l'évolution des fleuves, de la végétation et des glaciers. Bref, ils posent les fondements de la climatologie historique contemporaine. Au XIX^e siècle, ces savoirs deviennent des armes politiques à part entière. Les autorités les mobilisent pour rassurer le peuple en proie aux affres du froid et de la faim : la mauvaise saison est passagère, les pénuries locales se résorberont d'elles-mêmes si le marché est respecté. L'ordre politique peut être assuré car la nature est fondamentalement stable. La science du passé climatique joue, au même moment, un rôle central dans les luttes intenses touchant aux forêts, à la propriété et à la régulation de la nature. En France, on parle de climatologie au Parlement, dans la presse, et l'État lui-même mobilise son administration, pour comprendre la trajectoire climatique de son territoire. Météorologie, botanique, agronomie, géologie, médecine, physique, histoire, études orientalistes : ce livre exhume toute une face cachée de l'histoire des savoirs, traitant de l'évolution du climat et de la responsabilité de l'Homme dans ses transformations.

Des changements, mais à quelle échelle ? L'époque contemporaine – cinquième thèse – n'a pas le privilège du global. La question du changement climatique est abordée, dès l'époque moderne, à l'échelle de la planète et des continents. Au XVIII^e siècle, Buffon – l'un des savants les plus célèbres de son temps – décrit une terre qui se refroidit et accumule la glace aux pôles. Scientifiques et voyageurs n'hésitent pas à relier des indices de refroidissement observés sur les cinq continents au destin de la planète. Dans la théorie du cycle de l'eau aussi, on pense déjà la Terre comme un tout unifié, comme un système de flux matériels reliant le sol, l'océan, l'atmosphère et la végétation. La science

expérimentale tente de son côté de saisir, par des expériences miniatures, les dynamiques de la planète et du climat. Au XIX^e siècle, des théories de la dégradation climatique décrivent des mécanismes qui, des montagnes aux pôles, annoncent des catastrophes globales. Dès cette époque, chimistes et géologues identifient les principaux mécanismes autorégulateurs qui conduisent à la stabilité de la composition atmosphérique. Ces visions ne sont pas l'apanage des savants : interrogées, les élites françaises de la Restauration parlent d'influences climatiques à l'échelle de la France, de l'Europe et du monde. L'idée commune selon laquelle le changement global et les sciences contemporaines du « système-terre » sont une révolution ontologique, une transformation radicale de notre rapport à la planète, tient à l'oubli de cette histoire⁷.

Notre sixième thèse a une tonalité plus historiographique. La recherche récente reste marquée par le problème de l'origine de la « prise de conscience environnementale⁸ ». Dans un livre très influent, l'historien Richard Grove en a identifié un point d'émergence dans les inquiétudes climatiques de certains administrateurs coloniaux du XVIII^e siècle⁹. En élargissant l'enquête sur quatre siècles, il apparaît que la question de « la prise de conscience » n'est pas la bonne : elle produit des récits téléologiques, elle ramène toujours plus loin dans le passé et enferme dans une généalogie intellectuelle. Ce que nous documentons est différent : non pas une origine, mais la montée, au sein de conceptions climatiques anciennes, mêlant optimisme et pessimisme, d'une figure de *l'effondrement* prenant l'ascendant *du fait de la Révolution française*. Ni découverte ni invention donc, mais un processus de *politisation* et de *dramatisation* dans un espace-temps précis : la France de 1789 et des décennies politiques tourmentées du XIX^e siècle. Cette figure de l'effondrement climatique circulera ensuite à l'échelle mondiale, en contexte colonial surtout. Elle finira par refluer, pour céder peu à peu place au cours du XX^e siècle à d'autres figures de la menace environnementale.

On le voit : la France occupe, dans l'histoire mondiale et de longue durée du changement climatique, une place tout à fait particulière. C'est notre septième thèse. On ne retrouve dans aucun autre contexte national, autant de débats, d'inquiétudes, de réflexions suscités par une possible dégradation des climats causée par l'Homme. Ailleurs, les

effets de l’agir climatique sont loin d’être aussi redoutés, quand ils ne sont pas considérés comme une bénédiction. Il ne s’agit pas d’invoquer une spécificité culturelle, ou une découverte à mettre au crédit de la science française. Cette singularité n’émerge ni de la sphère littéraire ni du cabinet d’un savant. Elle est le produit de luttes sans merci qui opposent les factions de la Révolution, de la Restauration, de la monarchie tempérée et du libéralisme économique. Dans ce livre, la dégradation climatique n’apparaît pas – ou plutôt, pas seulement – au détour d’une parole savante, d’une prose inspirée : mais par la voix de maires, de propriétaires, de députés, d’ingénieurs, de pharmaciens, de médecins et de journalistes, d’administrateurs et de forestiers. Ce n’est pas un jeu intellectuel : c’est un pays perclus d’angoisse.

Huitième thèse : cette idée d’effondrement climatique sert d’outil pour gouverner les usages populaires de la nature. Elle est d’abord la pièce maîtresse d’un discours sur l’ordre naturel, qui sert à discipliner ces usages après la fin de la féodalité. On accuse les paysans de l’an II : en ne respectant pas la propriété privée, ils ont détruit les forêts et donc le climat. Ils doivent apprendre à ne plus se tromper sur le sens de la révolution. Ce n’est pas un hasard si l’idée d’effondrement climatique et la théorie de Malthus sont contemporaines : dans les deux cas, il s’agit de mobiliser la nature dans un projet de gouvernement des masses, de leur fécondité en Angleterre, de leur appétit de terre et de bois de l’autre côté de la Manche. Et ce, d’autant que la dégradation anthropique est bientôt brandie par une technocratie forestière nantie, au XIX^e siècle, d’un pouvoir immense : elle est le bras armé de l’État dans les campagnes, régulant l’accès à une ressource vitale. En France, les populations rurales sont pointées du doigt pour leurs pratiques archaïques, destructrices des forêts et donc du climat. En Algérie et dans tout le Maghreb, les forestiers sont en première ligne pour accuser l’« Arabe » d’être l’« ennemi de l’arbre ». Au nom de la conservation du climat et des forêts, ils mènent une croisade de « modernisation » des usages de la nature qui cible les modes de vie et, parfois, l’existence même des communautés.

Les débats sur la menace climatique sont aussi – neuvième thèse – intimement liés à l’essor du capitalisme libéral en France au XIX^e siècle. Le problème du changement climatique, on l’a vu, interfère constamment avec la politique forestière. Il se trouve par là même lié à des

questions politiques et économiques fondamentales : comment gérer le capital gigantesque que représentent les forêts ? Comment le fluidifier et le mettre à profit pour relever les finances publiques, gager des emprunts ou stimuler le commerce ? Et comment faire tout cela, sans risquer de compromettre le climat, et donc la prospérité et la stabilité politique du pays ? Les zéloteurs du marché et du droit absolu de propriété se battent pour libérer la possession forestière de toute astreinte. Mais si les arbres régulent le climat, ne faut-il pas au contraire que l'État réglemente, interdise, contraigne, protège et conserve de vastes forêts sous son contrôle ? Ces questions suscitent des luttes intenses dans les arènes parlementaires, l'espace médiatique, les couloirs des ministères. En cause, la compatibilité entre société de marché et intégrité des équilibres écologiques : peut-on laisser la gestion de la nature au bon vouloir des propriétaires ? L'arbitrage fondamental entre forêt et culture, et donc entre énergie et grains n'appartient-il pas plutôt à la nation dans son ensemble ? La question de la *temporalité* est aussi centrale : pour le camp de la régulation, seul l'État peut penser le temps long et donc conserver. Les partisans d'un retour intégral à la monarchie ont la même obsession : mais eux pensent que c'est la vocation du roi, de la noblesse et du clergé d'être les garants de la pérennité de la nature. Au moment même où s'inventent les institutions modernes de la représentation politique, on y débat du futur, de la longue durée des cycles naturels et de la nécessité de sonder, avant d'agir, les ondes de choc de décisions qui engagent les hommes loin dans l'avenir.

Notre dixième et dernière thèse est que les sociétés européennes se sont rendues, à compter de la fin du XIX^e siècle, peu à peu insensibles à la menace d'un changement climatique. D'abord parce qu'elles deviennent beaucoup plus résilientes face aux aléas du ciel : avec le train et la globalisation agricole, les denrées alimentaires circulent, brisant le cycle séculaire entre mauvaise saison, pénurie et troubles sociaux. La forêt, au même moment, perd de sa centralité dans les grands débats touchant à la propriété, au rôle de l'État, aux grands équilibres économiques. En retour, les transformations climatiques y perdent leur charge d'angoisse, leur intensité politique. En science, les théories de l'agir sur le climat s'étiolent peu à peu. Histoire humaine et histoire climatique avaient été pensées ensemble depuis l'époque moderne : mais la seconde n'est à présent plus que le décor – parfois

changeant – où la première se joue. Cette mutation sera plus tardive dans les Empires, où la thèse de l’agir climatique alimente, pour quelques décennies encore, les rapports de domination. Cette résilience, ce ciel désormais impassible sont ceux d’un bref laps de temps – quelques décennies à peine – durant lequel le climat a pu sembler indifférent à la vie des hommes. Au bout de notre enquête, nous n’avons pas découvert l’« origine » d’une « conscience » écologique, mais plutôt l’inverse : la fabrication industrielle et scientifique d’une forme d’apathie face à l’agir climatique. La genèse de sociétés qui se plaisaient à croire qu’elles avaient enfin conjuré cette menace.

Chapitre 1

La vraie découverte de Christophe Colomb

En 1492, cela faisait presque un siècle qu'Espagnols et Portugais s'étaient lancés dans une entreprise de conquête dans l'Atlantique. La « découverte de l'Amérique », sous la plume de ses premiers chroniqueurs, n'apparaissait pas comme l'aube d'une ère nouvelle, mais comme l'étape supplémentaire d'un processus d'expansion engagé avec la conquête des Canaries, de Madère et de Porto Santo. Ces îles au large de l'Afrique appartenaient de plein droit à l'histoire du Nouveau Monde : davantage qu'un prélude, elles avaient été le laboratoire de la colonisation des Caraïbes, le modèle d'une colonisation fondée sur le sucre, la déforestation, le travail forcé des autochtones et l'importation d'esclaves africains¹.

Les réflexions sur le changement climatique émergent au moment où s'achève la colonisation des Canaries et de Madère et quand commence celle des Caraïbes. Quand, au contact d'un « nouveau nouveau monde », les explorateurs jettent un regard rétrospectif sur l'œuvre déjà accomplie, plus à l'est, par leurs prédécesseurs. Ils interprètent la colonisation comme une transformation profonde de la Création, modifiant du tout au tout les climats des îles dont ils s'emparent, en les rendant plus secs et plus tempérés. Ce projet d'une amélioration climatique est porté par les premiers conquistadors et d'abord par le plus illustre d'entre eux : Christophe Colomb.

« Les arbres génèrent nuages et pluie »

Juillet 1494. L'expédition de Christophe Colomb navigue le long des côtes de la Jamaïque sous un ciel limpide. Soudain, l'azur s'obscurcit et des trombes d'eau s'abattent sur les navires. L'expédition est en péril : l'eau envahit les cales, corrompt les provisions, et la chaleur étouffante

rend impossible la conservation des aliments. À plusieurs reprises, la flotte doit se ravitailler auprès des Indiens. Dans cette situation critique, Christophe Colomb, aurait eu, au dire de son fils Fernando, la réflexion suivante : « le ciel, la disposition de l'air et du temps à ces endroits sont les mêmes que dans les environs » à savoir que « chaque jour, à l'heure des vêpres, apparaît un nuage avec de la pluie qui dure une heure, quelques fois plus, quelques fois moins ». La cause de ce phénomène étrange réside selon lui dans les « grands arbres de ce pays ». L'hypothèse d'un lien entre couvert forestier et précipitations est décrite comme personnelle : Colomb savait « par expérience » (*trovato per esperienza*), nous dit Fernando, qu'il en avait été de même auparavant « aux Canaries, à Madère et aux Açores », mais que depuis que l'on y avait coupé les arbres « qui les encombraient (*ingombravano*) il ne se génère (*generano*) plus autant de nuages et de pluie qu'avant² ». Ce témoignage est indirect mais il peut être pris au sérieux. Fernando Colomb est un grand lettré, fondateur de la bibliothèque colombine de Séville. Il est aussi le premier biographe de son père qu'il a accompagné lors de son quatrième et dernier voyage. Il affirme avoir été un témoin direct du phénomène, alors extraordinaire, des pluies tropicales, ces déluges quotidiens réglés comme une horloge³. Surtout, le raisonnement de Christophe Colomb fait profondément sens : il s'agit de rassurer ses patrons Ferdinand et Isabelle quant à l'habitabilité de territoires situés dans la « zone torride » – supposée vide d'hommes – de la géographie antique.

En 1492, cela faisait quelques décennies à peine que la cosmographie était enseignée dans les universités. La *Géographie* de Ptolémée venait d'être redécouverte, comme les ouvrages classiques de Strabon ou Sacrobosco. Ces auteurs popularisaient deux notions : celle de « climat » et celle de « zone ». La première est fixiste : le climat est ici une notion purement géodésique, sans contenu météorologique, un simple espace de terre entre deux parallèles.

La notion de zone est plus problématique : si elle est surtout définie par la latitude, elle fait néanmoins la jonction avec les caractéristiques physiques du lieu. Les zones sont qualifiées par leur degré d'habitabilité, qui dépend de la chaleur, du froid et de l'humidité qui y règnent. Dans la cosmographie antique reprise par les lettrés et les médecins arabes puis par les humanistes, trois des cinq zones étaient jugées inhabitables : l'Arctique et l'Antarctique, du fait de l'absence de chaleur, et la zone « enflambée⁴ », située entre les tropiques du Cancer et du

Capricorne. Cette zone torride était non seulement jugée inhabitable mais même considérée – suivant en cela l'autorité d'Aristote – comme infranchissable, séparant ainsi les deux zones tempérées au nord et au sud. Au final, l'écoumène, le monde connu, ne formait qu'une bande étroite au regard de la taille du Globe, contenant l'Europe, le nord de l'Afrique et une Asie très rétrécie⁵.

La seconde moitié du xv^e siècle est marquée par une refonte progressive des savoirs géographiques qui conçoivent désormais un écoumène élargi à la planète entière. L'enjeu est à la fois savant, commercial et théologique : l'ouverture complète du monde grâce à la technologie maritime chrétienne permettait d'envisager une rédemption universelle de l'humanité. Avant même que le Nouveau Monde ait fait intrusion dans la cosmologie européenne, l'habitabilité de la zone torride était devenue l'emblème humaniste du dépassement des savoirs de l'Antiquité. Colomb est contemporain de cette première révolution cosmographique : vers 1482, il a voyagé jusqu'à Saõ Jorge da Mina, une forteresse portugaise sur les côtes de Guinée, en territoire akan, au-dessous du tropique du Cancer et donc en pleine zone torride. Après ce voyage, dans la marge d'un traité cosmographique, il note : « la zone torride n'est pas inhabitable, les Portugais y naviguent aujourd'hui. Elle est même très peuplée. Il y a sur la ligne de l'équateur le fort de la mine que nous avons vu⁶ ».

Toujours est-il qu'en dépit des comptoirs portugais d'Afrique, l'habitabilité de la zone torride demeure problématique pour les intellectuels de la fin du xv^e siècle. Par exemple, en 1507, la fameuse mappemonde de Martin Waldseemüller indique dans un cartouche que « la zone torride n'est pas désolée » mais reste cependant « habitable avec difficulté ». Christophe Colomb a donc impérativement besoin de démontrer non seulement l'habitabilité mais l'hospitalité des tropiques. Et c'est pourquoi il rapporte dans son journal de très nombreuses observations sur le climat enchanteur des lieux qu'il découvre. La température à Cuba est ainsi décrite comme celle d'une « nuit de mai en Andalousie » : « je certifie à Vos Altesses [Ferdinand et Isabelle d'Espagne] qu'il n'existe pas sous le Soleil [d'endroits] meilleurs en fertilité et en modération de froid et de chaud, et pour l'abondance d'eaux bonnes et saines, à l'inverse de celles des rivières de Guinée qui sont pestilentielles⁷ ».

Si, comme c'est probable, Christophe Colomb a effectivement réfléchi au changement climatique, deux questions restent en suspens :

pourquoi s'en préoccupe-t-il et d'où lui vient cette idée, présentée par son fils comme lui étant propre ?

Pour répondre à la première question, il faut repartir du projet général de Colomb. Ce dernier, rêvant de croisades, de reconquête de Jérusalem et de conversion universelle est aussi, en pratique, un marchand⁸. Ses voyages ne sont pas seulement financés par la monarchie espagnole mais aussi par des banquiers de Séville, auprès desquels il doit justifier ses expéditions en démontrant les opportunités commerciales qu'elles offriront. À la fin du xv^e siècle, deux modèles sont possibles : celui des comptoirs commerciaux portugais établis sur les côtes d'Afrique de l'Ouest, et celui des colonies de peuplement – forestières et sucrières – de Madère et des Canaries. Avant son premier voyage, Colomb favorise la première option. À l'instar des marchands de Lisbonne enrichis par le commerce d'or, d'ivoire et d'esclaves sur la côte de Guinée, Colomb compte s'insérer dans les réseaux commerciaux du Grand Khan qu'il espère rencontrer – et convertir au christianisme – de l'autre côté de l'Atlantique⁹. Conformément aux doctrines cosmographiques de l'époque, il part non seulement vers l'ouest mais aussi *vers le sud*, car il pense que les territoires tropicaux encore à découvrir seront analogues aux comptoirs de Guinée : à même zone latitudinale, mêmes influences astrales, mêmes peuples restés dans l'enfance (et que l'on peut donc réduire en esclavage) et surtout mêmes richesses naturelles. Ainsi en va-t-il de l'or : puisqu'on le trouve en quantité sur les côtes de Guinée et puisque, selon la doctrine alchimique, cet or résulte d'un processus de purification propre à la zone torride, ce métal devait également abonder à la même latitude de l'autre côté de l'océan Atlantique¹⁰.

Mais quand, à l'automne 1492, Colomb bute sur les îles caribéennes – qu'il continue de prendre pour le Japon –, il ne découvre pas les riches villes marchandes couvertes d'or que Marco Polo, son guide, avait décrites. Il se rabat alors sur une autre interprétation : les îles des Caraïbes sont dorénavant décrites à l'aune des archipels de Madère et des Canaries, alors en plein essor économique grâce au bois et au sucre. D'où l'omniprésence, dans son journal, d'un regard marchand sur la nature tropicale. De Cuba, il vante les arbres « immenses et droits » comme « les mâts des plus grands navires espagnols »¹¹. Tout est prêt pour que les marchands de Séville et la Couronne d'Espagne ramènent un fabuleux butin, non pas d'or, d'ivoire et d'épices, mais de bois et de sucre¹².

Revenons maintenant sur les côtes de la Jamaïque, sous les pluies battantes du mois de juillet 1494. Colomb décrit l'île avec emphase, comme « la plus belle qu'il eût jusqu'alors rencontrée » avec des « ports vastes et commodes » et des « abris excellents »¹³. Mais les trombes d'eau qui s'abattent sur sa flotte troublent cette image édénique. Et c'est à ce moment clé du texte que la possibilité, la certitude même, d'un changement climatique est invoquée. Ce qu'il faut comprendre, c'est que l'exploitation du bois – en elle-même très profitable – libérera les îles des forêts qui les « *encombrent*¹⁴ » ; elle transformera leur climat, car les arbres, selon Colomb, « *gènèrent* nuages et pluie ». Enfin, la mise en coupe des forêts dégagera l'espace nécessaire à la culture du sucre : en avril 1494, trois mois avant l'expérience des pluies torrentielles, le navigateur génois s'était « émerveillé » de l'extrême fertilité des sols d'Hispaniola (Saint-Domingue) et du succès extraordinaire des plants de canne qu'il avait apportés des Canaries¹⁵. Présenter les pluies diluviennes comme un simple artefact météorologique permettait de normaliser la nature caribéenne, de la rabattre sur le modèle canarien et donc de résorber l'obstacle climatique à la colonisation.

Deuxième question : d'où Colomb a-t-il tiré l'idée *a priori* étrange que la forêt « *gènère* » la pluie ? La théorie climatique du navigateur génois tient à son expérience directe (Fernando parle d'*esperienza*) d'un grand « choc écologique ». Les îles de Madère et de Porto Santo – vierges d'hommes avant l'arrivée des Portugais en 1419 – connaissent en quelques décennies des changements environnementaux brutaux. Dans les années 1450, les capitaux portugais, flamands et italiens ainsi que le trafic des esclaves africains convergent vers Madère. « L'île du bois », entièrement recouverte d'arbres immenses, devient en quelques décennies le premier centre mondial de production de sucre. Or la cuisson du jus de canne nécessite énormément de bois : au pic de production vers 1505, on estime que les raffineries de Funchal (la capitale de Madère) consommaient 500 hectares de forêt par an. À cela s'ajoutaient une agriculture sur brûlis et une exploitation du bois d'œuvre. Vers 1510, un tiers de la surface de l'île avait été déboisé, en particulier le long des côtes. Faute de combustible et avec l'appauvrissement des sols, la production sucrière s'effondre : de 2 500 tonnes elle tombe à 300 tonnes en 1530. Et lorsque, dans la seconde moitié du XVI^e siècle, les marchands de Madère se convertissent à la viticulture, ils sont contraints d'importer le bois de leurs tonneaux de Nouvelle-Angleterre¹⁶.

En tant que marchand génois établi à Lisbonne dans la décennie 1470, Christophe Colomb a vécu cet essor sucrier. Une dispute commerciale dans laquelle il est impliqué nous apprend qu'il s'est rendu à Madère à plusieurs reprises pour y acquérir des cargaisons de sucre¹⁷. Surtout en 1478, il épouse Felipa Moniz, la fille du conquistador de Porto Santo, Bartolomeu Perestrelo, un chevalier lombard qui en 1418, avait participé à la toute première expédition vers l'archipel. Après son mariage, Colomb s'établit un temps (entre 1478 et 1481) à Porto Santo qui est alors gouverné par son beau-frère, le fils de Bartolomeu Perestrelo, puis à Funchal. Marchand de sucre, beau-fils du conquistador de Porto Santo et beau-frère du gouverneur, Colomb dispose d'un point de vue idéal pour appréhender le choc écologique produit par la colonisation.

Plusieurs récits insistent sur la brutalité des changements subis par les environnements insulaires. Par exemple, selon une chronique portugaise, Bartolomeu Perestrelo, en abordant l'île de Porto Santo en 1418, y aurait introduit des lapins qui auraient tellement dégradé la végétation que les colons auraient été contraints de fuir l'île¹⁸. Ou encore, selon le marchand vénitien Cadamosto, en 1419, les Portugais, afin de pouvoir cultiver Madère, décidèrent de mettre le feu à l'immense forêt qui la recouvrait. L'embrasement qui s'ensuivit « obligea le gouverneur pour éviter la furie de cette flamme de se retirer dans la mer où il demeura deux jours et deux nuits en l'eau jusqu'au col sans boire ni manger [...]. Par ce moyen ils *dépêtraient* (nous soulignons) l'île de partie de ses bois, découvrant la terre pour labourer¹⁹ ».

L'arbre saint de l'île de Fer

Un troisième récit circulant entre conquistadors, marchands, colons et érudits espagnols a dû nourrir la réflexion climatique de Christophe Colomb : il concerne l'île de Fer (la *isla de Hierro*), à savoir l'île la plus occidentale des Canaries. Cette île symbolise alors les confins du monde connu. Ptolémée l'avait désignée comme méridien, et, dans son journal de bord, Colomb exprime la distance parcourue vers l'ouest à partir de sa position. Point zéro des navigateurs et des cosmographes espagnols, l'île de Fer était également célèbre pour abriter un arbre prodigieux, l'arbre saint (*el arbol santo*), arbre qui aurait eu la propriété

d'attirer les nuages et de les condenser en pluie. Cet arbre unique soustrayant l'eau des nuages aurait approvisionné en eau tous les habitants de l'île ainsi que leur bétail.

La première description de l'île de Fer remonte à une tentative de conquête par des chevaliers normands en 1402. Pierre Bontier et Jean Le Verrier, deux frères franciscains qui les accompagnent, soulignent le manque d'eau sur l'île et la présence d'arbres extraordinaires à son sommet. Ils décrivent un « pays hault et assés plain, garny de bocagez, de pyns et de loriers... au plus hault du pays sont arbres qui toujours degoutent yaue belle et clere qui chiet en foces au près des arbres, la millier pour boire que l'en saurait trouver²⁰ ». Par la suite, l'île fut abordée à plusieurs reprises, mais les tentatives de conquête contre les Guanches (un peuple d'origine berbère) échouèrent faute d'eau. La légende veut que les indigènes connaissaient une source céleste, un arbre prodigieux (le « garoé » en langue guanche), attirant les nuages et les résolvant en pluie. Le secret aurait été bien gardé



1. « L'arbre saint de l'île de Fer » d'après Théodore de Bry, *Peregrinationes in Indiam orientalem et Indiam occidentalem*, Francfort, 1593, t. 6

jusqu'à ce qu'une femme guanche éprise d'un soldat espagnol le révèle aux conquistadors²¹.

Les arbres dont parlent les frères franciscains se transformèrent dans les chroniques des xv^e et xvi^e siècles en un seul arbre miraculeux. Le prodige est rapporté par de nombreux humanistes, prêtres et voyageurs comme Gonzalo Fernandez de Oviedo (sur lequel nous reviendrons) ou le dominicain Bartolomé de Las Casas qui en fait état dans sa célèbre *Histoire des Indes*²². Ce dernier parle ainsi d'un « petit nuage » constamment perché au sommet de l'arbre et faisant « suer ses feuilles ». Il s'agit selon lui d'un « miracle patent, sans cause naturelle apparente²³ ».

Christophe Colomb qui ravitaille toutes ses expéditions aux Canaries (en particulier à Gomera, toute proche de l'île de Fer) a nécessairement considéré les ressources en eau offertes par les différentes îles. Il a donc très probablement eu connaissance de ce prodige célèbre à la fin du xv^e siècle²⁴. Et en juillet 1494, au large de la Jamaïque, il lui donne un sens nouveau, un sens impérial : la végétation, abandonnée à elle-même, y a tant proliféré que les nuages attirés par les arbres noient ces terres en déshérence. Les pluies torrentielles prouvent la non-possession des Caraïbes. Cette interprétation connaîtra une fortune extraordinaire. Parce que les Canaries constituaient une escale obligatoire vers le Nouveau Monde et aussi parce qu'elles fournirent nombre des premiers colons, leurs prodiges façonnèrent en profondeur la compréhension de la nature américaine²⁵. Elles étaient comme un modèle, comme la répétition générale des transformations à réaliser.

De l'esclavage en zone tempérée

À notre connaissance, le premier témoignage d'un changement climatique en Amérique est dû à Fernandez de Oviedo, gouverneur militaire à Saint-Domingue et chroniqueur royal des Indes. Lorsqu'il écrit en 1548, l'amélioration du climat américain n'est plus un simple espoir comme chez Colomb, mais un constat avéré et largement partagé : Oviedo qui s'en est entretenu avec des « hommes doctes » et des « indigènes » explique avoir acquis la certitude que « ces terres foulées [Hispaniola] et habitées par les chrétiens depuis 1492 sont très changées et le sont chaque jour davantage [...] leur constitution est plus tempérée et il y fait moins chaud. [...] À cela, ajoute-t-il, tous

les Espagnols qui vivent ici depuis quelque temps concourent²⁶ ». Le refroidissement est même un sujet de conversation parmi les colons : « dans tous les villages de cette île, on observe tout cela et on discute beaucoup du fait que les airs se purifient et se raffinent ». Le climat d'Hispaniola s'est refroidi au point qu'en hiver, il n'est pas « inconfortable de porter un manteau de fourrure comme en Castille ». Oviedo affirme que le même changement a eu lieu partout où les Espagnols se sont établis, y compris sur le continent, par exemple dans la ville de Santa Maria del Darién (dans l'actuelle Colombie) où il a résidé dans les années 1510²⁷. Même constat à Mexico : dans les années 1560, le recteur de l'université mène une enquête auprès de vieillards indiens. Ils lui confirment que la saison des pluies s'est beaucoup raccourcie depuis l'arrivée des Espagnols²⁸.

Oviedo fonde sa théorie climatique sur une expérience incomparable parmi les chroniqueurs du XVI^e siècle : contrairement à Pietro Martire d'Anghiera, l'inventeur de l'expression « Nouveau Monde » (*orbe novo*), qui n'a jamais traversé l'océan, Oviedo a passé la moitié de sa vie outre-Atlantique. Toute l'*Histoire générale et naturelle des Indes* promeut une épistémologie empirique, l'expérience directe et les témoignages de première main. Il donne tout de même une référence livresque pour appuyer sa théorie. Elle est tirée de l'*Histoire naturelle* de Pline l'Ancien, un auteur romain du I^{er} siècle omniprésent dans son œuvre²⁹. La référence est intéressante, car elle souligne en fait la *discontinuité* entre les pensées antiques et modernes du changement climatique. Dans son *Histoire naturelle*, Pline rapporte la possibilité d'un changement climatique anthropique. En Thessalie, écrit-il, « dans les environs de Larissa, le dessèchement d'un lac rendit la contrée plus froide, et les oliviers, qui y poussaient autrefois, cessèrent d'y venir³⁰ ». Or Oviedo, ignorant peut-être ce passage en cite un autre, tiré du même ouvrage, mais portant sur le changement *astronomique* des climats dû au déplacement de la Terre ou à un changement de trajectoire du Soleil.

Selon Oviedo, les phénomènes météorologiques relèvent à la fois du miracle et de la physique. Ils sont miraculeux car Dieu agit à travers eux : par exemple, il châtie les Indiens idolâtres grâce aux ouragans. Logiquement, ces catastrophes « ont cessé depuis que le saint sacrement a été introduit dans cette île³¹ ». Mais le refroidissement d'Hispaniola, lui, n'a rien à voir avec l'évangélisation. Ses causes : les labours,

la multiplication du bétail « dont le souffle éclaircit les vapeurs » et enfin les raffineries de sucre qui brûlent des quantités d'arbres telles « qu'on ne peut le croire sans le voir³² ».

Les discours espagnols du xvi^e siècle sur le climat du Nouveau Monde sont presque toujours liés à des questions de souveraineté et de droit. Ils portent en fait moins sur la nature des lieux conquis que sur la légalité de leur conquête ; ils cherchent moins à décrire des natures exotiques qu'à naturaliser leur place subjuguée au sein de la géopolitique impériale espagnole³³. Aussi, le fondement de l'amélioration climatique selon Oviedo est politique : l'assèchement et le refroidissement sont dus à « la souveraineté espagnole qui rend docile (*domar*) et adoucit (*aplicar*) ces régions et leur rigueur, tout comme elle rend dociles les indiens et les animaux qui les habitent ». Le changement climatique reflète, consacre et sanctifie le passage d'une souveraineté à l'autre : si aux premiers temps de la conquête, Hispaniola était chaude et humide c'est qu'elle avait été possédée « depuis tant de temps par des peuples sauvages », c'est que « ni foulée ni labourée [...] les forêts augmentaient sans cesse », et que « ses chemins, très rares, étaient comme des sentiers de lapins »³⁴. L'absence de domination de la nature et un rapport au territoire analogue à celui des animaux invalidaient les prétentions indiennes à la souveraineté. Oviedo envisageait son histoire naturelle comme un traité providentialiste en faveur du règne global de Charles Quint : l'amélioration climatique témoignait d'un plan divin en faveur de la souveraineté espagnole sur le Nouveau Monde.

La théorie climatique d'Oviedo s'inscrit aussi dans la grande controverse sur la possession des Indes qui culmine à Valladolid en 1550-1551. Celle-ci fait suite à la dénonciation, en 1542, de la condition des Indiens par Bartolomé de Las Casas, dénonciation qui mène à l'abolition programmée du système de l'*encomienda* – une forme de travail forcé qui, dans les faits, allait perdurer. L'enjeu de la controverse est en partie climatique. Contre Bartolomé de Las Casas, le théoricien de l'impérialisme espagnol Juan Ginés de Sepulveda invoque la théorie aristotélicienne de l'esclavage pour justifier le servage des Indiens : ces derniers peuvent être considérés comme des « esclaves naturels » du fait du climat sous lequel ils sont nés, au même titre que les Noirs des marges torrides du monde habitée³⁵. Las Casas insiste au

contraire sur le caractère tempéré du climat des Antilles : la nature, plus parfaite qu'ailleurs, y a engendré des individus libres, des peuples doux et des royaumes capables de se gouverner eux-mêmes³⁶.

Oviedo, allié de Sepulveda, se retrouvait du mauvais côté de la controverse : par le passé, en tant qu'inspecteur des mines, il avait activement organisé le commerce d'esclaves indiens. Il s'était opposé plusieurs fois à Las Casas sur la légalité de l'esclavage des indigènes et ce dernier parviendra à bloquer la publication de son *Histoire générale et naturelle des Indes*, l'œuvre de sa vie³⁷. À la fin des années 1540, lorsqu'il dresse le portrait d'une nature améliorée par la colonisation, Hispaniola traverse en fait une crise profonde : les mines d'or s'épuisent déjà et l'effondrement démographique de la population indienne menace les plantations. Son constat d'une amélioration climatique fournissait un argument défensif contre l'accusation d'une destruction en cours des Indes.

Il permettait aussi de lever une contradiction du discours impérialiste espagnol. Les apôtres de la colonisation comme Colomb, Sepulveda ou Oviedo décrivaient en effet les îles caribéennes comme la source de richesses inouïes, comme des espaces plus tempérés et plus fertiles que la zone tempérée elle-même. Et pourtant, ces lieux avaient généré des peuples inférieurs à ceux de la zone tempérée : soit des barbares cannibales, soit des peuples doux et efféminés, restés dans l'enfance. Des peuples qui, en tout cas, ne pouvaient se gouverner eux-mêmes. Ce hiatus contredisait le précepte fondamental des doctrines hippocratiques, aristotéliennes et ptolémaïques qui insistaient au contraire sur la relation entre la nature des zones climatiques et la « qualité » des habitants.

Oviedo tente à plusieurs reprises de résoudre cette contradiction. Dans ses premiers textes, il décrit les Indiens comme des idolâtres, des polygames, des cannibales et des sodomites. Quelle que soit la bonté du climat des Antilles, l'infériorité des Indiens est enracinée dans leurs corps : « tout comme leur crâne est épais, leur raisonnement est bestial et mal intentionné³⁸ ». Mais dans les années 1540 et le contexte de la controverse de Valladolid, ce racisme ordinaire est moins en vogue. L'argument d'une amélioration climatique offrait une échappatoire astucieuse : il permettait d'exonérer la parenthèse esclavagiste (étant donné le climat précolonial, les Indiens étaient alors bel et bien des esclaves naturels) de même qu'en rendant compte des progrès récents

vers un climat tempéré, il donnait une justification naturelle à l'abolition progressive de l'*encomienda*³⁹.

*

On pourrait se dire que la « découverte du Nouveau Monde » a aussi été celle d'un nouveau climat, d'un climat malléable que l'homme chrétien, blanc et industriel façonnerait à son avantage. Mais en fait, tout comme l'Amérique n'a évidemment pas été « découverte » par Christophe Colomb, l'idée d'un climat réactif à l'agir humain n'est pas non plus une révélation soudaine. Si Colomb, Oviedo et d'autres chroniqueurs jugent inutile de s'abriter derrière une autorité classique très lacunaire sur le sujet, c'est sans doute parce que cette idée ne devait pas paraître particulièrement surprenante à leurs contemporains. Conformément aux théories aristotéliennes, les naturalistes de la Renaissance tenaient les météores comme étroitement liés aux phénomènes terrestres. La pluie et les fleuves par exemple faisaient partie du même système de circulation de l'eau dans le monde sublunaire. En outre, Aristote dans son traité *Météorologiques*, insistait déjà sur l'historicité des environnements, leurs mutations successives et cycliques : les fleuves qui changent de cours, les mers qui se retirent et les marais qui s'assèchent et modifient profondément l'aspect météorologique des lieux. Si, selon Aristote, l'histoire de la nature était trop lente et trop progressive pour être perçue par les habitants, *a contrario*, un changement aussi radical que la colonisation pouvait bien avoir suscité des transformations météorologiques repérables à l'échelle de la vie humaine.

De même, la notion cosmographique de zone laissait une grande place aux facteurs géographiques modifiant, parfois du tout au tout, l'habitabilité. Tout n'était pas déterminé, loin de là, par la position en latitude. Par exemple, l'Afrique subsaharienne (« l'Éthiopie ») et l'Inde tombaient certes dans les marges hostiles de la zone torride, mais les géographes imaginaient que le Nil ou le Gange les rendaient habitables : dans ces enclaves, la rencontre de l'humidité et de la chaleur générait merveilles et prodiges tels les éléphants, les dragons, les hippopotames et les crocodiles. La théorie classique des zones s'émancipait donc de la notion strictement astronomique de climat : les caractéristiques météorologiques des lieux étaient pensées comme largement tributaires du sol, du relief, et surtout de l'eau circulant entre ciel et terre⁴⁰.

Dans la lignée de ces théories, les chroniqueurs espagnols insistaient sur les déterminants géographiques de la météorologie du Nouveau Monde : comment expliquer sinon qu'un espace situé dans la zone torride puisse se révéler si humide et si fertile ? Ce paradoxe tient, dira Oviedo, à ses hautes montagnes et ses fleuves immenses, ces instruments de Dieu : « cette terre est naturellement chaude, et par la Providence divine, elle est tempérée⁴¹ ». L'idée d'un changement climatique par la transformation coloniale s'inscrivait dans la continuité de la Création divine. L'expression de « Nouveau Monde » signifiait aussi que l'œuvre de la Création n'y était pas achevée et qu'il incombait aux chrétiens de l'améliorer.

Chapitre 2

Améliorer le monde ?

Que faire de l'Amérique ? Au XVII^e siècle, c'est un formidable défi lancé cette fois aux élites politiques, savantes, économiques de France et d'Angleterre. Comment en exploiter le sol, les ressources, les environnements ? Quels sujets, quels travailleurs pour peupler ces terres lointaines ? Et comment rendre manifeste une souveraineté sur des territoires immenses et très mal connus ? L'Amérique semble s'offrir comme un continent d'avant la civilisation, comme un passé d'où partir pour tracer un nouveau chemin. Mais lequel ?

Les réponses abondent. On cherche des signes. On veut lire une sanctification de l'Empire dans l'évolution du climat. On rêve d'améliorer la Création en défrichant, en cultivant la terre, en civilisant la nature du Nouveau Monde. Penser le climat ce sera tout cela à la fois : justifier la conquête, prétendre restaurer l'empire d'Adam, se poser en sculpteur d'une nature façonnée par la raison, la force et la quête du profit. Mais un halo d'anxiété troublera bientôt cette volonté de puissance.

Propagande coloniale

Décennie 1600 : la France tente de prendre pied au Canada. Henri IV soutient les expéditions des soldats et navigateurs Pierre Dugua de Mons et Samuel de Champlain, qui fondent les villes de Port-Royal et de Québec. Cet élan colonisateur suscite la parution de récits en métropole : la première *Histoire* de la colonie, de l'avocat Marc Lescarbot compagnon de Champlain et la *Relation* du père Biard – le premier d'une longue série de témoignages jésuites qui façonneront l'image du Canada¹. Ces écrits plaident pour la colonisation et cherchent à contrer la légende noire du pays, que certains décrivent comme une terre hostile en proie au démon².

Le climat y occupe une place importante³. Les auteurs soulignent d'abord que la France et le Canada se situent aux mêmes latitudes, donc sous le même climat au sens cosmographique⁴. Pour Biard, cela contribue à justifier la souveraineté française, contestée par l'Angleterre. Celle-ci découlerait, d'une part, de l'antériorité de la découverte et, d'autre part, de la correspondance de deux territoires se trouvant, comme l'écrivait déjà Jacques Cartier, le premier explorateur du golfe du Saint-Laurent, sous « les climats et parrallèles [des] pays et royaume » de France⁵. C'est ce que Biard qualifie, lui, d'« équité naturelle » en faveur d'une souveraineté française parce que « ces terres-là sont parralleles à nostre France et non point à l'Angleterre »⁶.

Mais l'argument excède l'idée d'une continuité spatiale : car à même climat, mêmes étoiles et mêmes durées des jours, mais aussi mêmes températures et mêmes saisons : même climat au sens physique du terme⁷. Cette idée sous-tend, chez Lescarbot, un autre argument justifiant la colonisation. Son récit rapproche les climats français et canadien, mais les oppose aussi implicitement avec celui du Brésil équatorial qui a vu la débâcle de la colonie de la « France antarctique » en 1555-1560⁸. Il est influencé par les théories de Jean Bodin sur la correspondance entre nature des lieux et mœurs des peuples⁹. Si les efforts de colonisation ont échoué au Brésil, ils seront fructueux au Canada, argumente Lescarbot, car les mœurs des Français et des Indiens sont analogues (ou peuvent le devenir), comme leurs lieux de vie.

Mais un élément, massif, vient déstabiliser les discours sur l'homologie des climats de part et d'autre de l'Atlantique : les hivers longs et glacés du Canada¹⁰. Au xvii^e siècle, la description de ces froids est un passage obligé des récits traitant de la Nouvelle-France¹¹. En plus de marquer un hiatus avec les climats français¹², cet hiver, « dont on parle tant en Europe, pour sa violence et sa durée¹³ », écrit le jésuite Lalemant, est préjudiciable à la cause de la colonisation. C'est pour résoudre cette tension que la thèse d'une transformation anthropique des climats se structure, dans les premières décennies du xvii^e siècle, comme un discours apologétique de la mise en valeur des terres canadiennes.

Pour Lescarbot, deux raisons expliquent la durée hors norme des hivers d'outre-Atlantique : le caractère intrinsèquement froid de l'Amérique, mais aussi l'immensité des forêts canadiennes, qui empêchent

La Parisienne
Histoire d'un mythe. Du siècle des Lumières à nos jours
par Emmanuelle Retailaud
2020

Tant de choses à savoir
Comment maîtriser l'information à l'époque moderne
par Ann Blair
avec une préface de Roger Chartier
2020

Histoire de la fatigue
Du Moyen Âge à nos jours
par Georges Vigarello
2020

Commune(s), 1870-1871
Une traversée des mondes au XIX^e siècle
par Quentin Deluermoz
2020